Case
FRC
6257

OUI,

J'OUVRIRAI LES YEUX,

RÉPOND un ancien Garde-Française.

---

cf M&W 11672

THE NEWBERRY LIBRARY · CHICAGO

OUI,
J'OUVRIRAI LES YEUX.

OUI, J'OUVRIRAI LES YEUX ; & mes camarades auſſi, monſieur le ci-devant major du palais. Et la première choſe que nous verrons, c'eſt qu'il ne faut pas être grand ſorcier pour reconnoître vos manéges & ceux de noſſeigneurs les ci-devant officiers.

Voilà donc encore un plat de votre métier, une nouvelle tentative pour nous débaucher ?

Eſt-ce que vous croyez encore à ces ariſtocrates qui vous payoient ſi bien, & qui doroient d'une manière ſi brillante les chaînes qu'ils vous faiſoient porter à vous-même ? car dans tout cela, il n'y avoit entr'eux & vous qu'un trafic de la liberté pour de l'argent. Dites-moi un peu, combien vous ont-ils promis pour le nouveau ſervice que vous voulez leur rendre ? Beaucoup ſans doute,

à en juger par le prix qu'ils ont mis à votre ſuperbe campagne de 1788.

Au ſurplus, vous n'êtes pas devenu plus adroit, & je vous garantis que vous manquerez encore votre coup comme vous l'avez manqué quand vous avez cherché à nous effrayer pour nous porter, de gré ou de force, à l'exécution de prétendus ordres du roi, que le roi ne connoiſſoit pas; quand, après avoir inutilement tenté de nous intimider, vous avez eu recours aux prières, aux careſſes, aux afféteries, pour tâcher de nous gagner; quand, enfin, voyant que toutes vos cordes caſſoient, vous êtes venu nous prier à genoux de reſter conſignés dans nos caſernes, afin que nous fuſſions au moins inutiles à notre patrie, ſi nous ne voulions point concourir à l'opprimer.

Tenez, il eſt mal-adroit à vous de nous parler d'honneur. Nous ſavons l'apprécier mieux que vous. C'eſt en vain que vous prétendez nous faire rougir de ce qui fait notre gloire.

Que vouliez-vous? Que nous demandiez-vous à Verſailles le 23 juin? Que nous trempaſſions nos mains dans le ſang de nos frères, que vous appeliez, comme

vous les appelez encore, rebelles & mutins, parce qu'ils ne vouloient point être eſclaves : que nous vous aidaſſions à diſſiper une aſſemblée qui menaçoit le deſpotiſme ; à étouffer le germe de la liberté qui effrayoit les gens qui abuſoient du pouvoir ; à ſoutenir enfin, le régime d'un gouvernement oppreſſeur qui périſſoit, s'il s'élevoit des lois qu'il n'auroit pas pu changer, modifier, ou anéantir à ſon gré ?

Et que voulez-vous aujourd'hui ? Préciſément la même choſe. Vous voulez, comme alors, ſervir les ariſtocrates. Parbleu, je le crois bien. Il y va de votre intérêt. La Nation pourroit bien juger que vos derniers exploits ne juſtifient pas la groſſe penſion qu'ils vous ont fait donner.

Et Meſſieurs nos officiers ! Ils veulent bien encore nous ſervir. Il faut tout d'abord les rappeler. En vérité ? mais c'eſt auſſi laiſſer paſſer le bout de l'oreille d'une manière un peu trop gauche. Ceux-là appartiennent bien encore aux ariſtocrates à plus d'un titre. Leurs penſions, leurs places, leurs titres de comtes, de marquis, de barons, ils leur doivent tout,

& la reconnoiſſance eſt au moins chez eux une vertu.

Mais, Meſſieurs, ſi vous conſultez votre intérêt, nous pouvons auſſi écouter un peu le nôtre.

Si vous êtes eſclaves, vous êtes au moins des eſclaves bien payés. Sacrifier ſa liberté à la fortune, à l'ambition, encore paſſe. Si ce n'eſt pas le fait d'une grande ame, c'eſt au moins l'action d'un homme qui ſait calculer.

Mais nous, quel dédommagement avons-nous de notre double eſclavage? Pas le moindre. Si donc, comme ſoldats, nous ſommes aſſervis à la diſcipline, ne nous faites pas un crime de vouloir être libres comme citoyens; car, enfin, il faut nous reconnoître cette qualité, qu'on ne nous a diſputée qu'autant, qu'en vous obéiſſant, nous avons manqué au devoir qu'elle nous impoſe.

Vous voulez être eſclaves, à la bonne heure, mais vouloir que tout le monde le ſoit avec vous, c'eſt trop fort. Chacun a ſon goût. Vous ne nous donnerez ſûrement pas le vôtre, quand même vous nous le préſenteriez avec tous les appâts qui vous le font chérir.

Que votre haine pour la liberté s'exerce contre tous ſes ſectateurs, cela eſt tout naturel ; mais vos reproches ne ſont pour eux que des éloges, & ils ſont loin de s'en offenſer, même de s'en affecter.

Je ne crois pas, par exemple, que vous faſſiez beaucoup de peine à notre général de rappeler que le 11 juillet, il a dit qu'un peuple pour être libre, n'avoit qu'à le vouloir ; ainſi à votre compte, il devroit rougir auſſi d'avoir fait imprimer & publier le même jour ſa ſublime déclaration des droits de l'homme. Au moment où cette honte-là le prendra, nous vous promettons un acte de contrition pour l'avoir lue ; mais nous croirons toujours en avoir mérité l'abſolution en prenant la Baſtille.

Nous n'avons pas eu grande peine, dites-vous : M. le major, vous n'y étiez pas ; on juge ſouvent mal les objets de loin.

Vous nous parlez de demander grâce au roi ; & de quoi donc ? de n'avoir pas ſoutenu la tyrannique adminiſtration des miniſtres, de ne les avoir point aidé à continuer d'obſéder le meilleur des rois, dont ils déshonoroient l'empire ; de n'avoir

point étayé le ſyſtême cruel des lettres de cachet, qui expoſoient le nom du ſouverain à la malédiction des peuples, &c. &c ? Et encore quatre pages d'&c. Effectivement, nous lui avons rendu un bien mauvais ſervice.

Ah ça, M. le major, raiſonnons un peu. Il faut vous ſuivre un moment dans vos griefs.

Je vous abandonne l'abbé Fauchet, dont je ne me ſoucie guère, & qui, avec ſa rhétorique, ſi vous aviez demain l'avantage vous prêcheroit ſur un autre ton.

» Nous avons du bled, dites-vous, » & il manque. Nous avons du bled excel- » lent, & du mauvais pain. C'eſt donc » la faute de l'adminiſtration. »

C'eſt-à-dire que l'adminiſtration a été contrariée. Mais, par qui ? Vous le ſavez mieux que perſonne, vous qui êtes initié aux myſtères. Vous pourriez dire, à livre, ſou & deniers, ce qu'il en a coûté pour nous affamer.

Vous vous plaignez « qu'il ne circule » pas un écu, tandis que le royaume » poſſède à lui ſeul plus d'argent que » tout le reſte de l'Europe. »

Et cet argent, où eſt-il? vous le ſavez bien encore. Dans les mains de ceux qui étoient à la tête de l'adminiſtration, ou de ſes agens, & ils l'ont emporté en fuyant, comme de raiſon.

« Les impoſitions de 1789, dites-vous » encore, ſont payées d'avance en beau- » coup d'endroits: » & vous dites que vous ne ſavez pas où cet argent a paſſé? Cela eſt bien étonnant, vous qui avez part au gâteau.

Vous avez appris au ſoldat, vous écriez-vous enſuite, qu'il pouvoit violer ſon ſerment.....

Halte-là, M. le major. Si vous aviez le cœur d'un ſoldat, vous ſentiriez combien cet article eſt délicat.

Pour juger ſi nous avons violé notre ſerment, il faut connoître le ſerment que nous avions fait. Nous avions juré d'être fidèles au roi, de verſer juſqu'à la dernière goutte de notre ſang pour la défenſe de la patrie, & la ſienne. Répondez: avons-nous manqué à ce ſerment quand nous avons refuſé de tourner nos armes contre ceux que nous devions défendre?

Vous badinez enſuite aſſez lourdement

ſur le nouveau ſerment prêté aux municipalités, peut-être, dites-vous, d'un village !

Je conçois que pour un comte, major d'un régiment, une municipalité de village doit être fort mépriſable ; mais pour un citoyen vertueux, l'autel de la patrie eſt toujours ſacré, & le ſerment qu'il fait devant lui eſt inviolable ; au ſurplus, ce ſerment étoit inutile, il étoit gravé dans nos cœurs.

J'aime à vous voir vous eſſouffler pour prouver que jamais perſonne n'a eu le projet d'incendier Paris, d'égorger ſes habitans, & vous épuiſer en raiſonnemens, pour démontrer que ce projet étoit abſurde.

Vous créez là une chimère pour la combattre, & crier enſuite victoire. Ce n'eſt pas de cela qu'il s'agit. Ce ne ſont pas des propos exagérés qu'il faut combattre. On n'a jamais prétendu, au moins de la part des gens ſenſés, qu'il y eût une conjuration d'aſſaſſinats prémédités.

On a dit, & voilà ce qui eſt sûr, qu'il y avoit un parti formé contre la liberté de la nation. Mais ſi le peuple eût réſiſté aux opérations, qu'auroit-on fait ? Vous

devez le savoir vous qui, connu pour être au fait d'un coup de main, aviez sûrement votre poste marqué. Ces troupes rassemblées à grands frais, se seroient-elles tenues tranquilles? Il n'y a pas lieu de le croire ; & les chefs qui auroient pris leur précaution un jour, ou même quelques heures auparavant, auroient bien trouvé, dans les suites de leur victoire, de quoi réparer les pertes qu'ils auroient pu faire à Paris.

Point du tout, nous dites-vous gravement, M. le maréchal de Broglie, tout content de son titre de généralissime, a voulu tout simplement donner à Paris le spectacle d'une armée.

En ce cas là, nous avons bien mal pris la plaisanterie. Mais, qui diable l'auroit aussi imaginée? Cela étant, il ne devoit point fermer le champ de bataille. Mais, ou bien, il pouvoit en ouvrant les portes, couvrir les frais de cette parade, & même faire un gain considérable.

Convenez que vous pouviez nous donner de moins mauvaises raisons, & que vous les auriez trouvées si vous aviez été moins instruit. Passons.

Le prince de Lambesc, qui, attendu

la relation, ne peut pas manquer d'être de vos amis, trouve auſſi en vous un défenſeur. Celui-là a été mal-adroit, mais d'une mal-adreſſe inconcevable ; au lieu de frapper ſur le poignet d'un homme qui tient la bride de ſon cheval, il va atteindre un autre homme qui paſſe à côté de lui. Il étoit donc bien aveuglé par la peur que vous lui prêtez, car c'eſt en fuyant que vous le faites traverſer les Tuileries. Vous ne faites pas honneur à ſon courage.

M. le major, liſez l'interrogatoire de M. de Bézenval, & cherchez une autre excuſe pour le prince de Lambeſc, qui, dans tous les cas, ne doit pas vous avoir beaucoup d'obligation.

Quant à M. le comte d'Artois, il n'eſt point proſcrit, il s'eſt exilé lui-même. Je ne chercherai point à pénétrer ſes motifs. Tout ce qui tient à mon roi, m'inſpire le reſpect. Il regardoit la liberté comme un malheur pour le trône. Cette erreur, fruit de l'éducation, pourroit être pardonnable chez lui.

Vous revenez encore ſur la priſe de la Baſtille ; elle vous tient au cœur. Eſt-ce que vous aviez conduit-là quelque priſonnier dont vous regrettez l'élargiſſement ?

Cette conquête eſt à vos yeux un crime que vous n'oſez pas caractériſer.

Vous avez raiſon, il faut être conſéquent; mais avouez auſſi que pour un peuple menacé qui pouvoit être écraſé à tout moment par cette fortereſſe, il étoit très-conſéquent de la prendre.

Je paſſerai ſur les défauts que vous trouvez à nos adminiſtrateurs. Vous vous mêlez-là de ce qui ne vous regarde pas. Avec de bonnes vues, des vertus, & un peu d'expérience, on acquiert bientôt des talens que vos gens ne cherchoient jamais à acquérir, parce qu'ils ne craignoient pas les plaintes.

Sur la manière dont le peuple a reçu le roi le 17 juillet, vous avez mauvaiſe grâce de vous plaindre; jamais, ſuivant vous-même, tableau ne fut plus touchant. Et c'eſt peut-être bien ce qui vous a fait mal au cœur. Ceux de votre clique, & d'autres encore, auroient bien voulu que le peuple témoignât moins d'amour, & que le prince fût moins ſenſible.

Vient enſuite la ſcène fâcheuſe de Verſailles, ſur laquelle votre critique s'exerce en tout ſens.

Vous reprochez à la garde nationale de

n'avoir point marché assez vîte, comme si vous ignoriez que 20,000 hommes ne se rassemblent point, ne se disposent point en un quart-d'heure.

Vous semblez, ensuite, lui faire un crime de son voyage même, comme si vous ne saviez pas ce qui seroit arrivé, si elle ne l'eût point fait.

Bientôt, par un trait de malignité, vous voulez lui donner un vernis de complicité avec les brigands, en disant que ceux-ci l'attendoient pour se livrer à leur fureur, comme si vous n'étiez pas au fait de l'intrigue infernale qui faisoit mouvoir les séditieux.

Tout de suite, par une autre contradiction, vous avouez que la garde nationale a sauvé les gardes-du-corps, & des têtes plus chères encore, en lui reprochant néanmoins de n'avoir point dissipé d'un coup la canaille; comme s'il ne valoit pas mieux contenir que de tuer.

Enfin, vous nous faites un crime d'avoir amené le roi à Paris.

Sur ce point, je vous crois très-sincère dans votre humeur; nous avons par là fait échouer de grands desseins.

Vous trouvez le roi très-malheureux

d'être gardé par des troupes qui choisissent leurs officiers, & les tirent de leur propre sein. Que voulez-vous? tout le monde ne pense pas que les nobles aient le privilége exclusif de commander, & que des soldats portés par le vœu de leurs camarades à leur tête, ne puissent point être d'excellents officiers, & bien mieux obéis que des étourdis ignorans auxquels on les soumet sans leur consentement. Je conviens que tout cela doit vous paroître neuf; mais s'ensuit-il que cela ne soit ni raisonnable, ni naturel?

Vous cherchez à nous effrayer. Paris, suivant vous, est toujours à la veille de manquer de pain. Pour cette fois, vous êtes en défaut. Malgré tous vos efforts, nos provisions sont faites pour long-temps, & les aristocrates, avec leurs factions, sont de ce côté-là sans ressources.

A propos, vous prétendez qu'il n'y a point d'aristocrates; que c'est un mot vague qui n'a pas même de sens.

Bon! & quel est donc le but de votre ouvrage? N'est-ce donc pas de ramener l'ancien régime? de chasser les Etats? d'engager la Nation à reprendre paisiblement ses fers? Vous n'êtes pas tout seul,

apparemment, de votre parti. Vous écrivez pour la petite ſociété. Nous ne combattons donc pas une chimère, & nous ne ſommes pas ſi fous de craindre les menées ſecrètes, de nous munir contre les attaques de gens qui publient un ſyſtème auſſi bien prononcé.

L'Aſſemblée Nationale eſt leur plus grand ennemi, & c'eſt auſſi ce que vous attaquez avec le plus de force, ſous le nom d'Etats-Généraux, qui eſt, par parenthèſe, leur terme technique.

Vous commencez par vous plaindre « que les peuples, dans les aſſemblées » primaires, aient ſecoué les chaînes que » le deſpotiſme leur avoit impoſées dans » l'acte qui devoit être le plus libre ».

Vous critiquez l'élection des curés, & ce n'eſt pas ſans raiſon : vous auriez trouvé bien plus de reſſource dans ce que vous appelez le haut-clergé.

Vous aimez beaucoup les anciennes lois. Elles étoient en effet très-commodes pour vous, qui ne les ſuiviez guère. Mais je n'entends pas trop comment vous prétendez que c'eſt rendre le roi parjure que d'abolir ces vieilles lois pour leur en ſubſtituer de toutes neuves. Que faiſiez-vous donc

donc de ce prince, vous autres, quand, par un acte de sa pleine puissance, vous lui faisiez anéantir ou enfreindre celles de ces anciennes lois qui vous gênoient?

Et puis une longue tirade sur les opérations des Etats que vous prétendez, je ne sais sur quel fondement, illégalement assemblés.

Le royaume est par-tout en combustion, ce n'est pas en vertu d'aucun décret de ces Etats. Les peuples lassés d'un trop long esclavage, ont donné un moment dans une licence que vous n'avez pas peu contribué à augmenter & à prolonger; mais, non sans que vous en enragiez, il commence à rentrer dans l'ordre, & c'est par les soins des Etats.

Toutes les propriétés sont attaquées & détruites. L'imputation est vague, spécieuse. Ne regardez-vous pas aussi comme une propriété, le pouvoir que vous avez perdu?

Un parricide juridiquement condamné, est délivré à Versailles sous les yeux du roi.

Ce n'est pas encore en vertu d'un décret des Etats. N'étiez-vous pour rien, vous autres, dans cet acte irrégulier? car enfin, Messieurs, vous nous imputez

beaucoup de vos propres écarts, & vous fomentiez de tout votre pouvoir, l'anarchie dont vous nous reprenez si durement.

Viennent enfin les conclusions. « Supplier le roi, dites-vous aux Français, de » reprendre sa puissance, & promettez-» lui tout secours; demandez-lui de ré-» former les abus, de tenir les engage-» mens qu'il a pris lors de la séance du » 23 juin, & la responsabilité des mi-» nistres, c'en sera plus qu'il n'en faut » pour vous rendre heureux. »

Fort bien; tout cela va à merveille; & voilà précisément l'enclouûre. Il ne falloit qu'un mot de plus pour lui demander le rappel des anciens ministres. Oh! mais vous ne doutez pas que cela ne coule de source, & vous croyez déjà rentrer dans votre majorat.

Cependant vous avez quelques défiances, & vous appelez les parlemens à votre secours : cassez, leur dites-vous, les Etats.

Mais, entendons-nous donc. J'ai ouï dire que les Etats représentent la Nation assemblée, & qu'ils ont la même autorité. Si les parlemens peuvent casser les Etats, ils ne sont donc pas dans la Na-

tion, ils ſont donc au-deſſus d'elle. Réſolvez-moi un peu cette difficulté.

Vous me payez par un exemple. Le parlement, dites-vous, a caſſé les Etats aſſemblés à Paris, en 1593.

Moi je cherche de bonne-foi, & je trouve que vous m'en impoſez. Cela n'eſt pas loyal pour un militaire. Je vois que les prétendus Etats de Paris en 1593, n'étoient qu'une aſſemblée irrégulière de factieux qui ſe diſoient la Nation, ſans en avoir les pouvoirs, ſans en repréſenter la totalité. Je conçois que, dans ce cas, le parlement a fait un acte légitime; mais dans celui-ci, je ne vois pas où ſeroit ſon autorité. Voyez, M. le major, tirez-vons de là.

En attendant, ſoyez tranquille, je vous réponds, moi, que ſi, comme vous le dites, on veut faire de la France une république où tous les états ſeroient confondus; ſi on veut anéantir l'autorité légitime & tutélaire de notre bon roi, non-ſeulement moi & mes camarades, mais tous les Français voleront à ſon ſecours, & ſaurons bien, ſans le ſecours d'une obéiſſance aveugle à nos anciens officiers,

réprimer les entrepriſes des ennemis du prince & de la patrie.

Je ne ſais, par exemple, où vous avez vu notre aveu que nous avons été trompés, ni comment notre repentir ſe manifeſte tous les jours. Ou bien vous êtes mal inſtruit, ou vous êtes de mauvaiſe foi. Il faut cependant vous ſavoir gré de votre offre de venir à nous ; elle n'eſt pas ſans courage, car vous ne pouvez pas vous diſſimuler que dans cette occaſion vous n'auriez point à faire à des magiſtrats enfermés dans une ſalle d'audience.... Mais que ne fait-on pas pour être colonel ? car, au ton que vous prenez, vous ne doutez pas que nous ne vous déférions cette place.

C'eſt même ſans doute pour vous la ménager, que vous nous conſeillez de ne pas rappeler l'ancien. Vous auriez dû auſſi ſacrifier les officiers, cela vous eût du moins donné un air de bonne foi qui n'auroit pas mal fait à l'affaire.

Que voulez-vous donc que nous faſſions ſous votre commandement que vous nous offrez ſi galamment ?

Que nous rendions au roi ſes gardes-du-corps ? Eh mais, en vérité, nous ne

nous y oppoſons en aucune manière. Nous eſtimons cette troupe, plus calomniée que coupable ; nous la verrons toujours avec plaiſir auprès de la perſonne du roi, auſſitôt qu'il lui plaira de la rappeler. Point de difficulté à cet égard. Etes-vous content ?

Vous voulez que nous demandions au roi d'être ſa garde la plus fidèle.

Eh ! que diable avons-nous beſoin de votre entremiſe pour cela ? Ne donnons-nous pas tous les jours la preuve que nous ſommes ſes véritables gardes ? C'eſt nous, parbleu, qui répondons de tous les événemens ; & à commencer par vous, M. le major, je me charge, moi ſeul, de vous prouver combien le poſte me tient au cœur, & en cas de beſoin, de faire la chouette à tous meſſieurs les officiers. Que demandez-vous de plus ?

La liberté du roi qui, dites-vous, eſt priſonnier. Ainſi, de votre pleine puiſſance, vous nous gratifiez du brevet de geoliers. Encore celui-là vaudroit-il mieux que celui de bourreaux dont vous auriez ſouhaité bien plus ardemment de nous honorer ; mais ne vous lamentez pas, mon général, la priſon du roi n'a rien de

réel, que le bruit que vous vous êtes plu à en répandre; & nous ſerions loin de contribuer à lui donner des fers, nous qui n'en voulons pour perſonne.

Vous avez encore mal compté cette fois-ci. Vous réuſſirez auſſi peu à nous ſéduire qu'à nous intimider; & s'il étoit vrai que nous euſſions donné lieu au deſir que vous ſuppoſez à nos frères les Pariſiens, de nous renvoyer, nous les ferions bientôt changer en redoublant d'exactitude à tous nos devoirs.

En dernière analyſe, vous avez perdu vos peines. Le renard, comme on dit, ſe ſent d'une lieue. On voit bien où vous tendez. Vous voudriez débaucher l'armée, & vous conſeillez alors au roi de ſe jeter dans ſes bras. Mon cher, il n'eſt plus temps; les temps où les troupes faiſoient la force du deſpotiſme ſont paſſés. Actuellement le citoyen, devenu ſoldat, vous oppoſeroit une force invincible.

Le parti le plus court que vous ayez à prendre, eſt de renoncer à vos anciens principes, de devenir, ſi cela eſt poſſible, un bon citoyen, de jouir de la liberté qui vient s'offrir à vous comme aux autres, de la cultiver, de la défendre,

& de joindre, ſi vous voulez, vos efforts aux nôtres pour maintenir la paix, l'ordre & la tranquillité que vous avez trop long-temps troublés pour tâcher de rétablir des affaires déſeſpérées. *Amen.*